

Grimaud, Nicole. *La politique extérieure de l'Algérie*. Paris, Éditions Karthala, 1984, 376 p.

Guy Pervillé

Volume 16, Number 3, 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701906ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701906ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Pervillé, G. (1985). Review of [Grimaud, Nicole. *La politique extérieure de l'Algérie*. Paris, Éditions Karthala, 1984, 376 p.] *Études internationales*, 16(3), 687–690. <https://doi.org/10.7202/701906ar>

grande partie de l'Église catholique de la dissuasion nucléaire, comme le moins mauvais concept pour maintenir la paix. Il note le refus ecclésiastique du caractère inéluctable et immuable d'un équilibre militaire nucléaire et souligne les actions en faveur d'un désarmement mutuel et contrôlé. Rejetant tout angélisme, l'auteur conclut en attirant l'attention de tous sur la nécessité de la sécurité dans la paix.

Gregory FLYNN étudie, pp. 223-237, les *opinions publiques et mouvements pacifistes* et constate un certain désintérêt de l'opinion publique européenne pour les questions de sécurité extérieure et une faveur pour les problèmes économiques. Face à la crainte que leur inspire l'Union soviétique très armée, les Européens, affirme-t-il, ne mettent pas en cause l'Alliance atlantique et la sécurité qu'elle leur assure. L'auteur affirme que le refus des nouveaux missiles de l'OTAN est le reflet à la fois d'une « inquiétude » à l'égard de la politique américaine et d'une mise en cause des armes nucléaires. Il conclut cependant à une acceptation assez large du concept de dissuasion nucléaire en Europe.

Dans un louable effort de regroupement et de recoupement des différents thèmes, Pierre LELLOUCHE présente, pp. 15-55, *la contestation pacifiste et l'avenir de la sécurité en Europe*. Il estime que les mouvements de paix en Europe et aux États-Unis sont susceptibles d'entraîner politiques et stratégies à vérifier la crédibilité d'une dissuasion fondée essentiellement sur l'arme nucléaire – ce qui pourrait être très souhaitable pour renforcer la sécurité de l'Europe.

Au total l'ouvrage *Pacifisme et Dissuasion* a le mérite de plonger le lecteur dans les méandres des différentes origines de la contestation anti-nucléaire et de la vague pacifiste des années 1980. Il informe le lecteur sur les flux des mouvements de paix dans bon nombre de pays de l'OTAN, à l'exception de plusieurs pays, dont le Canada, ce qui est regrettable. Il met en exergue la solidité de l'îlot français au milieu des tempêtes anti-déploiement des armes de l'OTAN.

Cette recherche souligne avec netteté que la critique pacifiste rejoint le doute politique de certains décideurs sur la crédibilité de l'arme nucléaire, sur la certitude de son emploi et sur sa capacité à garantir la paix et la sécurité en Europe. Elle doit avoir pour résultat de nouvelles réflexions et propositions concernant le meilleur moyen pour assurer la défense de l'Europe.

Yves JEANCLOS

*Université de Strasbourg III, France*

## AFRIQUE

GRIMAUD, Nicole. *La politique extérieure de l'Algérie*. Paris, Éditions Karthala, 1984, 376 p.

La plupart des historiens des relations internationales hésitent à étudier des faits trop récents. Tout en reconnaissant l'utilité des travaux de défrichage réalisés par les meilleurs journalistes, et des essais de synthèse des maîtres de la science politique, ils préfèrent leur laisser courir le risque d'être démentis par des documents ou des témoignages encore inédits. Mais la lecture du livre de Nicole Grimaud sur la politique extérieure de l'Algérie de 1962 à 1978 leur apprendra que les « politologues » partagent leurs scrupules quant à la possibilité d'une « histoire immédiate ».

Curieusement, la préface, due aux professeurs Jean Leca et Ahmed Mahiou, sonne comme une autocritique de la science politique, voire comme une critique du livre qu'elle présente. Elle commence par démontrer que « rien ne ressemble plus à un iceberg que l'action internationale d'un État », et souligne « le risque de ne percevoir que la partie apparente » et d'« omettre la partie la plus profonde et cachée qui est parfois déterminante ». Risque d'autant plus grand « s'agissant d'un jeune État très jaloux de sa souveraineté et très proche de la période de la guerre de libération nationale pendant laquelle les actions discrètes ou clandestines l'emportaient sur la politique diplomatique officielle ».

Cet avertissement ne semble pas viser le travail de Nicole Grimaud, qui est d'abord présenté comme « un inventaire exhaustif, une analyse minutieuse et un bilan de plus de deux décennies de politique étrangère de l'Algérie » (en remontant jusqu'au début de l'action du FLN et du GPRA). Le mérite lui est reconnu d'avoir identifié et mis en perspective les « arêtes vives » de la politique extérieure algérienne, « qui a peu varié et qui frappe par une cohérence et une continuité incontestable »; sans pour autant céder à l'impression trompeuse d'une « politique dogmatique, rigide et rude », démentie par le souple pragmatisme de l'action concrète.

Mais les préfaciers marquent les limites de l'ouvrage en suggérant que « peut être aurait-on pu aller plus loin en découpant l'ensemble des relations internationales de l'Algérie [...] selon les types d'acteurs et de forces qui la meuvent », de façon à « faire apparaître les divisions idéologiques, bureaucratiques et culturelles qui peuvent traverser le système décisionnel algérien », ainsi que « les relations entretenues entre la politique intérieure et la politique extérieure ». Pourtant, ils approuvent l'auteur d'en étudier les objectifs par secteurs géographiques, en distinguant « l'environnement imposé » (relations avec la France, l'Union soviétique, et les États-Unis), « l'environnement fraternel » (Maghreb et Machrek), et « l'environnement souhaité » (Tiers Monde). Mais ils lui reprochent « d'avoir privilégié certains cercles par rapport à d'autres »: « si l'étude des relations avec la France et le Maghreb est solide, documentée, et convaincante, celle des relations avec les deux grands l'est moins ». Ils signalent en outre des lacunes: l'état des relations avec les pays socialistes autres que l'URSS (notamment la Yougoslavie), les pays d'Amérique latine ou d'Asie, les organisations internationales, et surtout la Communauté économique européenne. Enfin, ils regrettent que l'auteur ait choisi de limiter le champ de son étude à la fin de la présidence Boumedienne, ce qui l'oblige à « mettre l'accent sur le passé au détriment des développements récents », susceptibles de « révéler des changements ou des orientations nouvelles ». Ils concluent que « le bilan établi par Nicole Grimaud offre une

base et fournit les éléments pour d'autres recherches qui viendront compléter, approfondir et systématiser » son approche, ce dont elle convient modestement à la fin de son ouvrage.

Le lecteur averti par cette préface, d'une sévérité inhabituelle, saura ce qu'il peut attendre de ce livre, et ne sera donc pas déçu. L'introduction, dense et suggestive, esquisse en effet trois approches distinctes du sujet, celles-là-mêmes que les préfaciers auraient souhaité voir également développer. D'abord, une analyse du système de décision et d'exécution, très concentré: deux responsables, le chef de l'exécutif et son ministre des Affaires étrangères, conseillés et servis par les autres ministres et par des ambassadeurs de grand talent; le rôle du Parti, de l'Assemblée nationale, et du peuple algérien étant beaucoup plus restreint.

Une deuxième approche présente diachroniquement l'évolution des « subtils rapports dialectiques » entre les politiques intérieure et extérieure, qui se disputent la primauté suivant une sorte de « balancement ». Le président Ben Bella recourut au dérivatif extérieur pour faire oublier, par son « activisme sur la scène internationale », la « paralysie interne du pouvoir ». Au contraire, son successeur commença par redonner la priorité à la réorganisation interne et au développement économique sur l'action extérieure. Néanmoins, à partir des guerres israélo-arabes de juin 1967 et d'octobre 1973, et du succès de son défi pétrolier à la France (1971), il s'efforça de faire de son pays le « montreur de conduite » du monde arabe et du Tiers Monde, contre « l'impérialisme » politique et économique des pays riches, tout en renforçant à l'intérieur l'option « socialiste » du régime. Cette diplomatie militante connut son apogée de 1973 à 1975; mais elle rencontra bientôt des obstacles, dont le conflit du Sahara occidental.

La troisième approche est l'analyse des diverses orientations de la politique extérieure par secteurs géographiques, dont l'auteur choisit de faire le cadre de son étude. « L'environnement imposé », c'est d'abord le partenaire français, dont l'Algérie accepte la « coopération » tant qu'elle en a besoin, tout en

« grignotant » son emprise « néo-colonialiste » par une négociation permanente mêlée d'épreuves de force. C'est aussi l'URSS, dont Alger sollicite des armes, des instructeurs militaires et un appui diplomatique contre « l'Impérialisme » occidental, tout en prenant des précautions pour en limiter l'influence. Mais ce sont également les États-Unis, et les autres pays capitalistes avancés que la politique d'industrialisation impose comme acheteurs de pétrole ou de gaz et comme fournisseurs de haute technologie. Au total, comme le montre un éloquent tableau (p. 344), le commerce extérieur de l'Algérie se fait de plus en plus avec les pays de l'OCDE (83 % des importations en 1967, 88 % en 1978) et de moins en moins avec les pays socialistes (8 % et 4 %). Le contraste entre les liens économiques et les choix politiques est donc frappant.

« L'environnement fraternel » n'exclut pas les conflits. Au Maghreb, le rêve unitaire a été tôt brisé par la différence de régime qui oppose l'Algérie « socialiste » à ses voisins, et par sa volonté de leur faire accepter ses frontières sahariennes héritées de la France. Au Machrek, Alger donne l'exemple de la solidarité avec les États arabes du front et avec la résistance palestinienne, sans pouvoir déterminer la politique de ses partenaires.

Enfin, « l'environnement souhaité » doit se constituer par le rassemblement de tous les peuples et les États du Tiers Monde, dans la lutte contre le « colonialisme » et « l'impérialisme ». Cependant, l'Algérie ayant constaté plus d'une fois que « révolution et unité son antinomiques », a mis l'accent sur la recherche d'intérêts économiques communs aux « nations prolétaires » face aux États nantis, sans toujours réussir à leur faire adopter son point de vue.

Dans sa conclusion, Nicole Grimaud évoque « le subtil mélange où le réalisme l'emporte sur l'idéologie » qui caractérise la diplomatie algérienne: « le cas algérien illustre clairement combien la marge de manoeuvre est réduite pour un État qui fait du développement sa politique et prétend en même temps garder intactes les convictions anti-impérialistes qui ont nourri sa lutte de libération ».

Elle lui applique la définition de Stanley Hoffmann: « une action pour un idéal à travers les réalités ».

Ces lignes nuancées ne semblent pas justifier l'interprétation des préfaciers, qui attribuent à l'auteur l'idée que « l'Algérie est un État comme les autres », utilisant les règles du jeu international pour servir son intérêt national. Pourtant, Nicole Grimaud insiste fortement sur la vocation contestataire d'un jeune État qui a dû, pour exister, « s'infiltrer par ruse » et s'imposer dans un système international où il n'avait aucune place. Elle a néanmoins raison de voir dans les querelles frontalières une question d'intérêt national primant toute idéologie. En effet, on ne voit pas en quoi la revendication des frontières héritées de l'impérialisme français relève de l'anti-impérialisme ou du socialisme. Ni en quoi le fait d'avoir hérité du Sahara « français » sans consultation particulière des populations concernées autorise l'Algérie à refuser au Maroc l'héritage espagnol du Sahara occidental. Inversement, l'auteur ne commet pas l'erreur d'opposer systématiquement l'intérêt à l'idéal. Ces deux facteurs sont indissociables dans le processus par lequel l'Algérie « rebelle » s'identifie aux peuples en lutte contre la domination et l'exploitation d'États plus puissants et plus riches. Ce processus la porte à croire que son intérêt national se confond avec celui des autres peuples du Tiers Monde, et à ignorer ce qui, chez certains de ses amis « anti-impérialistes », est irréductible à sa propre expérience (par exemple, l'alignement idéologique et stratégique de Cuba et du Vietnam sur l'URSS). On aimerait savoir quelles leçons l'Algérie a tirées de l'occupation de l'Afghanistan, si elle en a tirées.

Le livre de Nicole Grimaud a le grand mérite de mettre en évidence le fossé qui sépare les « visions du monde » dominantes à Alger et à Paris, dans les milieux dirigeants comme dans les élites et les opinions publiques. La différence des situations géo-politiques et stratégiques y est pour beaucoup, mais plus encore l'histoire des deux pays. Ainsi conditionnée, la politique extérieure de l'Algérie est-elle susceptible d'évoluer? D'au-

tres études, ou d'autres événements, nous l'apprendront peut être un jour.

Guy PERVILLE

*Université de Limoges, France*

JEWISIEWICKI, B. (sous la direction de). *État indépendant du Congo, Congo Belge, République démocratique du Congo, République du Zaïre?* Ste-Foy (Québec), Éditions SAFI Press, 1984, 162 p.

Le Zaïre est un État parmi les plus peuplés et les plus vastes du continent africain. Comme la plupart des États africains il fut le théâtre d'affrontements entre ethnies à la suite de la décolonisation précipitée à la fin des années 1950; entre l'opposition populaire et le pouvoir incarné par le maréchal Mobutu dans les années 1970 et 1980. Ainsi en 1977 et 1978 les armées marocaine et française sauvèrent *in extremis* et, à deux reprises, le président lors des deux guerres du Shaba; en 1982, les Israéliens revinrent en force après avoir été chassés du pays en 1973; ils participèrent avec les Français et les Belges à la formation et à la modernisation de l'armée zaïroise par contre, l'accord de coopération entre Tel Aviv et Kinshasa n'était accompagné d'aucun prêt en faveur du Zaïre. Or celui-ci a une dette extérieure élevée (5 milliards de dollars environ), une économie qui se dégrade constamment en partie à cause de fluctuations des cours mondiaux des matières premières. Selon E. Blumenthal, expert du FMI cité dans *l'État du Monde*, (1983) que nous reprenons ici, le Zaïre est atteint de plusieurs maux incurables « corruption de l'équipe au pouvoir, sous ses aspects les plus sordides et malfaisants, détresse de la population, situation politique et économique lamentable... » Sur le plan humanitaire Mobutu est accusé depuis son arrivée au pouvoir en 1965 de violer les droits les plus élémentaires de l'homme il a été « condamné » très sévèrement par le « Tribunal permanent des peuples » à Rotterdam en 1982. Cette « toile de fond » du Zaïre permet de mieux comprendre les problèmes soulevés dans cet ouvrage qui réunit les textes présentés lors de la 13<sup>ème</sup> conférence annuelle de l'Association

Canadienne des études africaines tenue à l'Université Laval en mai 1983.

Dans la préface et l'introduction B. Jewisiewicki note plusieurs points qui nous apparaissent fondamentaux: il est difficile de comprendre et d'expliquer l'évolution actuelle de la société zaïroise, le miracle quotidien de la survie pour la majorité de la population au regard de la richesse d'une petite mais puissante bourgeoisie nationale, le retrécissement du champ de l'État comme moyen d'accumulation, la privatisation des administrations et institutions spécialisées de l'État, la solitude des oppositions politiques et des intellectuels... Aucun texte ne fut présenté sur l'église catholique nationale, la grande bourgeoisie d'affaires, le prolétariat comme si les inquiétudes et les interdits rendent encore impossible la construction d'un projet social sur la conception, la misère et les transformations de l'État. Selon B. Jewisiewicki « les réactions populaires, dont nous les africanistes, ignorons à peu près les mécanismes, semblent inévitablement un paysage à vide, une anarchie libératrice d'une force sociale inconnue ». La crainte du raz de marée paralyse encore les intellectuels zaïrois.

Les 20 études qui composent l'ouvrage sont classées selon 3 axes: le discours africaniste, le couple État et Société, le discours de la société sur elle-même. I. Kabongo fait ressortir les mythes à travers les discours africanistes à partir du terme de « développement ». Il décrit les contradictions de la société, les points de rupture du système tout en soulignant que les « soupapes » de sécurité empêchent la « marmite de sauter ». T.K. Bioya montre à l'aide d'un discours populaire l'importance de l'histoire privée face à une histoire publique dans la compréhension des affrontements entre ethnies et clans. L'histoire orale trop souvent négligée s'écarte du récit événementiel et rend possible la lecture anthropologique des conflits. M.C. Newburg dissèque un événement: le rassemblement d'une centaine de femmes devant les bureaux administratifs de la collectivité Buloho en avril 1982 pour protester contre la levée de taxes sur des produits locaux cassava et arachide qu'elles vendent au marché. Cette étude montre au-